

Formulaire G : Mines antipersonnel détruites après l'entrée en vigueur de la Convention

Article 7 ; Par. 1 : « Chaque Etat partie présente au Secrétaire Général un rapport sur :
g) – les types et quantités de toutes les mines antipersonnel détruites à l'article 4 »

Etat partie : **République du Congo** : Renseignements pour la période du mois d'Août 2002.

Depuis que la république du Congo est devenue partie à la convention (4 Novembre 2001), aucune mine antipersonnel n'a été détruite. L'activité des artificiers congolais a été orienté vers l'inventaire des stocks et à la préparation de leur destruction en stricte application des dispositions de ce traité.